

DIAL 3413

BOLIVIE - Tisser fin, en partant du féminisme communautaire. Chapitre 1

Julieta Paredes

jeudi 25 mai 2017, mis en ligne par [Dial](#)

DIAL a déjà publié deux entretiens avec la Bolivienne Julieta Paredes, l'un en 2012, l'autre en 2013 [1]. Cette fois-ci, reproduisant l'expérience faite l'année dernière avec le livre d'Ilka Oliva Corado, publié en plusieurs livraisons [2], nous publions entre le numéro de mai et celui de juillet un bref ouvrage publié en 2010 et intitulé en espagnol Hilando fino : desde el feminismo comunitario (La Paz, communauté Mujeres Creando Comunidad, avec le soutien de la Deutsche Entwicklungsdienst - Bolivie). Cela permettra d'avoir une compréhension plus fine de l'idée de féminisme communautaire qu'elle propose. L'ouvrage est composé d'une présentation, non reprise ici, et d'une [introduction](#), de 3 chapitres et de conclusions. Nous publions ci-dessous le chapitre 1. Les chapitres [2](#) et [3](#) et les conclusions sont publiés dans les numéros de [juin](#) et de [juillet](#).

Chapitre 1 - Des coups de pied dans la fourmilière

Nous les femmes sommes la moitié de chaque peuple.

Nous le disons ainsi, dès le départ, car nous voulons inscrire la lecture de ce livre dans la réalité qu'on ne veut ni voir ni reconnaître. C'est-à-dire que l'affirmation que « nous les femmes sommes la moitié de tout » est une condition imposée par la réalité et posée dès le début. Nos visions sont souvent tributaires (et véhicules) d'un imaginaire patriarcal, qui cherche à réduire et limiter l'existence des femmes à de petits espaces d'agitation sans transcendance. Par exemple, on a coutume de dire : nous allons mettre en place une politique en faveur des Indiens, des paysans, des secteurs populaires et des femmes. Comme si, nous les femmes, nous ne faisons pas aussi partie intégrante des Indiens, des paysans ou des secteurs populaires. On nous considère comme un mini secteur.

Autre exemple : on parle d'aborder les thèmes du transport, de la sécurité citoyenne, de l'économie, des ressources naturelles et des femmes, comme si, nous n'étions pas, en tant que femmes, concernées par le transport, la sécurité citoyenne, l'économie et les ressources naturelles.

Finalement nous sommes traitées comme un problème, quand on dit qu'on va tenter de résoudre le problème de la santé, de l'éducation et le problème de la femme, entendu en outre comme le problème d'être victime de violence. Nous sommes traitées comme un problème parmi beaucoup d'autres problèmes plus importants.

Autant de façon de masquer la place des femmes. On parle de nous comme si nous étions un secteur parmi beaucoup d'autres, un thème parmi beaucoup d'autres, un problème parmi beaucoup d'autres, c'est-à-dire une minorité sans beaucoup d'importance qui peut toujours attendre car il y a des choses plus importantes à faire pour la majorité.

Pour cette raison nous affirmons à nouveau que *nous les femmes sommes la moitié de tout*.

Nous considérons que c'est une très grave erreur de nier le corps et le sexe de celles et ceux qui participent aux mouvements et aux organisations sociales. Ce sont nos corps de femmes qui, depuis toujours, lors de marches et d'actions innombrables, ont fait et construit l'histoire de notre pays. La dernière, dans cette succession d'actions historiques, c'est notre présence pour récupérer les ressources naturelles pour le peuple, avec la mobilisation courageuse des femmes d'El Alto.

Nous les femmes sommes plus de la moitié de la population bolivienne et nous ne sommes ni une minorité, ni un sujet à traiter, ni un secteur, ni un problème. Nous les femmes sommes la moitié de tout.

1.1. Pour recevoir l'âme, l'ajayu [3] du changement, il faut se débarrasser du fantôme du néolibéralisme

Pour réfléchir et présenter des propositions nous devons partir d'une évaluation critique du cadre conceptuel précédent, celui de l'étape néolibérale, et nous situer dans ce contexte.

L'étape néolibérale, qui n'en finit pas de finir, a des caractéristiques très spécifiques qui ont été longuement abordées dans différents rapports de la coopération internationale.

Il me semble important pour notre travail de reprendre quelques aspects clés pour *savoir* d'où sommes parties dans cette entreprise de récupération de nos corps, de nos histoires et de nos propositions d'avenir pour notre pays.

La Bolivie, comme le reste de l'Amérique latine, initie en 1985 un ajustement structurel dont les fondement politique et économique réside dans les ajustements structurels imposés par l'impérialisme, dans le but de lui garantir d'énormes taux d'accumulation et d'appropriation usuraire des excédents économiques et des ressources naturelles des pays dits du tiers monde.

Le prétexte qu'énonçaient ces capitalistes pour ces ajustements structurels, était de « résoudre » dans nos pays les problèmes économiques qu'eux-mêmes, les capitalistes impérialistes, avaient engendrés, comme, par exemple, l'hyperinflation et l'endettement extérieur. C'est ainsi qu'ils ont réorienté l'économie mondiale et la politique sur une voie néolibérale dont, pour analyser les politiques concernant les femmes en Bolivie nous retiendrons cinq aspects fondamentaux qui permettront aussi de comprendre l'actualité - avec notamment la réaction de groupes racistes et fascistes qui fomentent la guerre civile et la division de la Bolivie, en assassinant, pourchassant et faisant disparaître des frères et des sœurs qui se sont donnés le droit de rêver d'un pays sans violence, avec l'égalité des chances et beaucoup d'amour pour les *wawas*.

Voici ces cinq aspects :

a. Le colonialisme historique et le colonialisme interne ont servi de base à la discrimination raciale des politiques d'ajustement néolibéral.

L'héritage néfaste de l'invasion coloniale qui a engendré, entre autres maux, l'exclusion, le mépris, le machisme et le racisme envers les Indiennes et les Indiens, a eu pour résultat de créer un colonialisme interne qui n'a pas besoin de l'envahisseur blanc comme vice-roi, mais est pratiqué par ses héritiers blancs, les néo-colonisateurs natifs ou non mais que les terres boliviennes ont nourris.

Ces nouveaux colonisateurs qui ont, depuis la république, construit leurs privilèges structurels se sont convertis en modernisateurs de l'État. Ce sont eux qui souhaitaient continuer à croire que l'Indien était reclus dans les zones rurales. Ils constataient la présence indienne au quotidien dans leurs foyers, dans les centres productifs, les rues et les lieux de divertissement, mais ne voulaient pas voir que nous les Indiennes et Indiens aymaras, quechuas, guaranis, chiquitanos et autres peuples autochtones habitons aussi les mêmes villes, que nous construisions nos maisons sur les escarpements autour des villes et que nous transférions les relations vécues au sein des ayllus [4] et des communautés dans les quartiers populaires. Ils n'ont pas voulu voir non plus que nos cultures se sont étendues progressivement aux villes, aux rues du centre-ville.

Le colonialisme interne, en plus d'alimenter économiquement les caisses des transnationales grâce à une main d'œuvre à bas coût de jeunes Indiennes et de jeunes Indiens, a subventionné au quotidien leurs tables grâce au coût réduit des produits agricoles provenant du travail des communautés rurales.

Le colonialisme interne a en outre créé un imaginaire esthétique raciste, chargé de préjugés et discriminatoire, qui a quotidiennement porté tort aux corps, plus particulièrement ceux des femmes indiennes ou d'origine indienne. Cet imaginaire éthique et esthétique des corps établit des critères de beauté, d'éducation et de tenue vestimentaire. D'un côté il qualifie de jolies, d'éduquées, de propres et bien vêtues les femmes blanches ou claires de peau qui ont des traits occidentaux. De l'autre, il qualifie de laides, mal élevées, sales et mal vêtues les femmes à peau brune aux traits indiens.

Marquées dans nos corps par le colonialisme, nous les femmes, nous avons traversé l'histoire, en établissant des relations de femmes à femmes mais aussi avec les hommes. Ces relations, établies dans le contexte du colonialisme interne ont pour résultat un comportement colonial dans l'érotisme, le désir, la sexualité, le plaisir et, bien sûr, l'amour.

Il ne fait pas de doute que les femmes des classes moyennes et supérieures ont bénéficié à l'époque néolibérale et continuent à bénéficier du travail manuel et domestique des jeunes femmes indiennes. Les ONG ont défendu des lois spéciales, des lois de seconde classe pour nos sœurs, maintenant appelées travailleuses du foyer, dont le niveau d'exploitation n'a pas diminué comme on l'espérait. En général ces lois ont été très peu modifiées car les ONG de femmes se sont refusées systématiquement à débattre du travail domestique pour la bonne raison qu'elles ne se salissaient pas les mains à cette tâche, elles embauchaient une *chola* [5] comme employée et le problème était réglé. Camarades, il est temps de réfléchir !

Sur cette base d'injustices, le néolibéralisme a initié des réformes de l'État et la société.

b. Réduction de l'État à la fonction d'arbitre inféodé aux intérêts des transnationales

L'État s'est désengagé de toutes ses obligations en matière de sécurité sociale, comme la santé, l'éducation, le logement, la retraite, la sécurité de l'emploi, conquêtes sociales issues des luttes du peuple des travailleurs. Cela a signifié, dans la pratique, que les femmes ont été chargées de couvrir ces nécessités sociales au sein des familles et des communautés rurales. Jamais auparavant l'État n'avait agi d'une manière aussi éhontée ; il était totalement à la solde des intérêts du capital et, cette fois-ci, ouvertement.

c. L'initiative économique et productive du pays, ou ce qu'on entend par développement, a cessé de dépendre de l'État et des décisions du gouvernement.

Le développement, dans la perspective néolibérale, n'était pas conçu comme le développement de tout le pays. Les intéressait le développement d'un axe central et centralisateur faisant communiquer géographiquement l'océan Pacifique avec l'océan Atlantique et générant des enclaves de développement au service des transnationales à La Paz, Cochabamba et Santa Cruz. Le reste du pays n'existait pas, ce n'était que des paysages.

La Bolivie a renoncé à sa dignité et sa souveraineté pour se soumettre aux exigences du marché mondial, dirigé dans l'intérêt des transnationales depuis les centres de pouvoir du Nord occidental et de quelques pays asiatiques ayant des succursales au Sud.

d. Pour imposer au pays cette aliénation des décisions, il a fallu élaborer un imaginaire schizophrénique de démocratie participative et d'inclusion.

Cet imaginaire a été élaboré avec la collaboration de nombreuses intellectuelles et intellectuels issus de la gauche bolivienne. Cet imaginaire était destiné à calmer le peuple, touché par un appauvrissement de sa vie quotidienne, en lui donnant l'illusion qu'il était pris en compte et que son vote était respecté, qu'il lui fallait seulement savoir approuver, faire des efforts et travailler plus pour profiter des opportunités du

libre marché, de la globalisation et de la démocratie transnationalisée.

Le corrélat pratique fut une démocratie négociée où se trouvèrent légitimées la médiation, l'intermédiation et l'usurpation de la volonté populaire par des accords et des compromis réalisés par les partis qui allaient gouverner le pays et qui, par des alliances honteuses, se transmirent le pouvoir qu'ils occupèrent à tour de rôle entre néolibéraux : ex-socialistes, dictateurs, populistes et nationalistes. Ce *pasanaku* [6] a duré 18 ans. Les secteurs populaires et les mouvements sociaux furent bien sûr aussi responsables d'avoir appuyé par leur vote ces partis néolibéraux.

e. Les femmes sont indispensables aux restructurations néolibérales en tant que palliatif et main d'œuvre bon marché.

Les femmes, déjà intégrées depuis la colonisation à la matrice productive du pays, se retrouvent chargées, avec le néolibéralisme, de tâches multiples d'une grande importance pour le capital, comme celle de remédier à la faim de leurs familles parce que ceux qu'on appelle soutiens de famille, leurs maris, ont été licenciés, sont au chômage, et nombre d'entre eux déprimés et à la maison.

Les femmes, durant cette période, ont assumé les besoins de sécurité sociale que l'État ne prenait plus en charge. Elles ont été, qui plus est, appelées à travailler en tant que main d'œuvre pas chère, sans sécurité sociale et avec des horaires journaliers dépassant les 12 heures sans paiement d'heures supplémentaires.

Je voudrais faire une réflexion qui, bien qu'elle puisse sembler sortir du thème, peut en réalité nous aider à comprendre les fantômes qui poursuivent nos utopies.

Si certaines ou certains ont cru que le néolibéralisme avait dépassé ou pouvait dépasser la vision inégalitaire, classiste, machiste et centrée sur l'adulte du libéralisme, ils se trompaient.

Le libéralisme, avec sa devise Liberté Égalité Fraternité réservée aux hommes adultes et bourgeois a démontré qu'il n'avait pas la moindre intention de reconnaître à l'humanité l'égalité comme droit fondamental. En réalité le libéralisme a seulement changé les destinataires des privilèges. Si, dans la société féodale, les seigneurs étaient ceux qui jouissaient des privilèges, dans le système libéral, les privilèges passent aux mains des messieurs de la bourgeoisie.

Le système néolibéral a lancé une vaste campagne postmoderne de promotion des droits humains, affirmant reconnaître femmes, Indiens, homosexuels, jeunes et handicapés et qu'ils bénéficiaient des mêmes droits. En réalité, il ne récompensait ou ne reconnaissait que les femmes, les Indiens, les homosexuels, les jeunes et les handicapés de leur classe sociale, de leur orientation politique, ou qui, dans leur diversité leur servaient sur le plan économique et politique sans formuler de revendications. Les rebelles et les révolutionnaires n'avaient pas leur place dans cette distribution de prébendes.

Le néolibéralisme reprend dans les fondements de son idéologie cette conception stratifiée du libéralisme, il la décore de telle sorte qu'elle puisse être digérée comme si c'était un produit différent, mais l'essence en est la même. Dans le libéralisme, il n'y a pas d'égaux mais des citoyens de première, seconde, troisième, quatrième, cinquième classe...

Le système patriarcal a mis en œuvre une variante au sein du néolibéralisme en tentant de traiter comme égaux les hommes citoyens de première classe et « leurs femmes » qui forment la citoyenneté de seconde classe. De là le « succès » de certaines améliorations qu'apportent ces politiques néolibérales, tout particulièrement pour les femmes des classes supérieures et moyennes des pays du Nord et, par extension, aux femmes des classes supérieures latino-américaines et boliviennes.

Le poids écrasant des réformes économiques néolibérales est retombé lourdement sur les femmes des classes populaires et les Indiennes appauvries dans ce qu'on nomme le tiers-monde, dont fait partie notre pays. C'est pour cette raison que, dans la perspective du féminisme autonome bolivien de ces années-là, nous disions volontiers du mythe du « développement durable » que ce développement est celui des pays du Nord et qu'il revient à nos peuples d'en porter la charge.

Dans ce panorama, il n'est donc pas étonnant que les intérêts et les objectifs des femmes aient été très différents selon la classe et la culture auxquelles elles appartiennent.

1.2. Nous avons toutes assisté à l'incendie du néolibéralisme. Visions des femmes durant l'étape néolibérale

Perspective de genre, approche de genre et équité de genre

Le genre comme concept et catégorie, selon notre interprétation, offre la possibilité d'être utilisé pour transformer les conditions matérielles de l'oppression des femmes. La dénonciation du genre devenu équité du genre a créé une grande confusion théorique et une démobilitation politique des femmes.

Le genre est un concept forgé politiquement par des féministes qui dans son sens politique, constitue une catégorie relationnelle qui dénonce et dévoile la subordination imposée aux femmes par le système patriarcal.

Selon la critique portée par le genre, nous les femmes sommes socialisées en tant que genre féminin et par conséquent inférieur aux hommes qui forment le genre masculin, considéré supérieur vis-à-vis des femmes. Le genre en tant que catégorie relationnelle dévoile toujours la position d'infériorité assignée aux femmes par le patriarcat. Nous voulons préciser que le genre n'est pas une catégorie descriptive ou une catégorie attributive, pas plus qu'il n'est une catégorie déterministe par essence. C'est-à-dire que le genre ne vient pas décrire ce que font les femmes et ce que font les hommes, il ne vient pas attribuer des rôles des rôles aux hommes et aux femmes ou les naturaliser. Le genre dénonce les relations de subordination des femmes vis-à-vis des hommes. C'est cette subordination sociale qui est l'un des mécanismes du système que nous appelons le genre.

Le genre selon notre reconceptualisation théorique est une catégorie politique relationnelle de dénonciation d'une relation injuste, oppressive et exploitatrice que les hommes instaurent avec les femmes pour le bénéfice du système d'oppressions qu'est le patriarcat, c'est-à-dire à l'heure actuelle le patriarcat colonial néolibéral.

Le genre dévoile la valeur inférieure que le patriarcat assigne à nos corps de femmes, de notre naissance jusqu'à notre mort, et même avant notre naissance et après notre mort.

Cet instrument précieux, conceptualisé de cette manière à la fin des années 60 et au début des années 70, a été privé de ses potentialités révolutionnaires à tel point qu'il a servi aux femmes de la classe moyenne latino-américaine à imposer des politiques publiques néolibérales.

En Bolivie, le féminisme occidental est arrivé dans les bagages du néolibéralisme. Au début ces féministes débutantes boliviennes n'avaient pas les idées très claires et ont utilisé les concepts de « perspective du genre » et d'« approche de genre », conceptions dont il était encore possible de mobiliser les potentialités révolutionnaires comme outil pour dévoiler l'oppression. Mais au cours de ces premières années, la classe sociale et l'origine ethnique ont pesé plus lourd pour ces féministes blanches de classes moyenne et supérieure et elles ont commencé à vider le concept de genre de sa force politique, le convertissant en *équité de genre*, un concept postmoderne, superficiel et purement descriptif des rôles.

La notion d'équité de genre cherchait à faire croire qu'il est possible que les valeurs des rôles assignés par le patriarcat aux femmes et aux hommes puissent un jour être égales. Mais ce n'était pas possible, précisément du fait de la critique que fait le genre : le genre masculin est défini intrinsèquement comme meilleur et supérieur que le genre féminin. Par exemple, quand une femme, selon les rôles assignés aux femmes, a de bonnes connaissances en cuisine, on l'appelle cuisinière, quand un homme entre dans la cuisine et cuisine on l'appelle Chef et il se positionne socialement tout de suite comme le meilleur, le grand expert, qui cuisine mieux que les femmes.

Quand une femme s'efforce de devenir ingénieur et y parvient, elle sera considérée comme un ingénieur de second rang, peu fiable, et on lui demandera même de servir le café lors de la réunion de collègues

ingénieurs. Voici deux exemples de comment fonctionne le genre. Quoi qu'il fasse, l'homme sera considéré comme supérieur à la femme, quoi qu'elle fasse, la femme sera considérée comme inférieure à l'homme. *Le genre, c'est ça.*

Pour mieux comprendre cette définition nous voulons comparer la valeur politique de la catégorie genre avec celle de classe. Le genre a la même valeur politique que la classe. Il n'y aura jamais d'équité (d'égalité) de classe parce que les classes sociales sont fondées, et trouvent leur origine dans l'injustice de l'exploitation d'une classe par une autre ; les bourgeois sont bourgeois parce qu'ils exploitent les prolétaires.

L'équité de classe signifie soit que le bourgeois et le prolétaire ont ce qu'ils méritent, c'est-à-dire le bourgeois en tant que bourgeois et le prolétaire en tant que prolétaire, soit, si équité voulait dire égalité, cela laisserait entendre qu'existera un jour une égalité de classe, ce qui n'est pas possible. Si c'était le cas, la classe cesserait d'exister, les classes sociales disparaîtraient, ce serait le moment où cesse la lutte contre l'injustice - le bourgeois qui s'approprie le travail du prolétaire.

La classe, comme concept révolutionnaire, est une dénonciation de l'exploitation et propose alors le dépassement de la classe en tant que réalité historique injuste et le commencement d'une étape de l'humanité sans exploités et exploités, c'est-à-dire la fin des classes sociales.

Il en est de même pour le genre, il n'y aura jamais d'équité de genre comprise comme égalité, parce que le genre masculin se construit aux dépens du genre féminin. Pour cette raison la lutte consiste dans le dépassement du genre comme réalité historique injuste. En d'autres termes, il s'agit donc de transcender le genre, en tant que construction historique et culturelle, et d'initier une nouvelle façon d'éduquer et de socialiser les *wawas*, sans genres. Ce que nous voulons, en tant que féministes, c'est n'être plus féminines ou masculins. Nous voulons en finir avec les relations de pouvoir construites par le genre et non conserver le genre dans une équité contre-révolutionnaire.

L'équité de genre a constitué le virage néolibéral qu'ont opéré les ONG de femmes qui sont devenues des technocrates du genre confondant la *dénonciation du genre* avec l'équité du genre, dans le cadre d'une stratégie qui vide les concepts de leur sens. Elles ont mis en œuvre des stratégies privées et de « comportement décent », bien loin des mobilisations de femmes dans les rues et de la pression sur l'État et les gouvernements néolibéraux. Les négociations se sont déplacées vers ce qu'on appelle les *lobbys*, qui sont les salles d'attente ou les antichambres des lieux de réunions et de conventions des politiques et des gouvernants. Entre deux cafés, elles ont joué aux dés nos luttes révolutionnaires et tant d'années de résistance antidictatoriale.

C'est le moment où nous commençons à perdre ce que nous avons gagné, avec la satisfaction de revendications ponctuelles qui se retournent ensuite contre les femmes. Ainsi les 30% de la loi sur les quotas ont bientôt cessé d'être les quotas minima de participation des femmes pour devenir un plafond. La loi sur la violence intrafamiliale a débouché sur des conciliations familiales qui défendent les maris et recommandent « à la femme de remplir ses fonctions dans la maison ».

Ces politiques ont été conduites par ce qu'on appelle les ONG de femmes, qui ne se reconnaissaient plus désormais comme féministes et qui, dans certains cas, étaient même antiféministes et se déclaraient femmes pour l'équité de genre. Adoptant une attitude de médiatrices elles ont œuvré à contenir et neutraliser le mécontentement et la frustration populaire, et, cerise sur le gâteau, se sont autoproclamées représentantes des femmes auprès de l'État et de la coopération internationale.

Propositions des féministes autonomes (communauté Mujeres creando Comunidad)

Dans les années de 1992 à 1995, pendant la période nommée « chemin à Pékin » [7] a été élaboré le document intitulé « Dignité et autonomie ».

Ce document affirmait le droit des femmes à faire entendre leur voix propre sans la médiation de femmes des partis politiques néolibéraux ou des ONG. Nous considérons que l'action de ces ONG usurpait aux

femmes boliviennes leur représentation et déplorions leur dépendance et subordination vis-à-vis des politiques de la coopération internationale qui les finançait et avec laquelle elles n'évoquaient pas les nécessités liées aux caractéristiques des cultures et des réalités sociales de Bolivie.

Nous affirmions que la notion de femme en général n'existe pas et que cette notion cache par exemple des hégémonies de classe, de race, de génération et d'options sexuelles. Dans ce document nous soutenions que, si l'on parlait de l'équité de genre, les revendications des femmes n'aboutiraient pas, que le point de départ était l'autonomie vis-à-vis de l'État et des partis politiques néolibéraux. Nous soutenions qu'il fallait descendre dans la rue, organiser des mobilisations sociales et des alliances entre femmes appauvries, comme pratique d'une complémentarité femme-femme, pour exiger de l'État le respect de nos droits.

Plus que jamais nous sommes aujourd'hui convaincues que, nous les femmes avons le droit de nous représenter nous-mêmes et d'exprimer ce que nous voulons avec notre propre voix. C'est pour cela que la dénonciation formulée d'usurpation de représentation a une telle importance et que cette usurpation trouve face à elle aujourd'hui tellement de femmes qui ont des choses très importantes à dire.

Visions des femmes des secteurs populaires

Les femmes des secteurs populaires et indiens se sont mobilisées, redéfinissant, à leur manière, leur pensée et leur action. Elles sont parties de trois noyaux de pensée, présents aujourd'hui.

Le premier considère que l'émancipation des femmes sera une conséquence du changement structurel, thèse qui a été formulée par les hommes et les femmes de la gauche bolivienne. Cette conception est toujours présente dans certains groupes de femmes de milieu populaire - même s'ils sont minoritaires.

Le second estime que la femme arrivera à améliorer sa situation en revenant à un passé millénaire précolonial où il n'y aurait pas eu, selon elles, ni machisme ni oppression, qu'il faudrait restaurer le *chacha-warmi* et que les femmes, en particulier les Indiennes, n'ont pas besoin d'autre théorie que celle du *chacha-warmi*.

La troisième est celle de l'équité de genre, que certaines femmes des secteurs populaires, en particulier dans les zones urbaines, ont cherché à interpréter à leur manière, plus comme une acceptation de l'égalité de genre en essayant de dépasser cette confusion de l'équité de genre, entendu comme une façon de se libérer elles, en changeant aussi le système.

Ne disposant pas de l'outil de dénonciation et de dévoilement que constitue le genre au sein du féminisme - entendu comme conception politiquement révolutionnaire des structures patriarcales -, les analyses que font ces femmes des secteurs populaires et indiens les conduisent à soutenir, sans distance critique, des concepts qui dissimulent et naturalisent la discrimination et la soumission des femmes.

1.3. La convergence des patriarcats

Nous devons reconnaître qu'il y a eu historiquement une convergence entre le patriarcat précolonial et le patriarcat occidental. Pour comprendre cette convergence historique des intérêts patriarcaux, il est utile de nous réapproprier la dénonciation du genre pour en *décoloniser* le sens car les relations injustes entre hommes et femmes ne sont pas le seul fruit de la colonisation. Nous devons le *dépasser*, en tant que concept ambigu fruit du néolibéralisme, le dépasser, disions-nous, par la reconceptualisation que nous faisons aujourd'hui à partir du féminisme communautaire et le *transcender* en le considérant comme une tâche révolutionnaire à laquelle le processus actuel de changement nous appelle, particulièrement nous les femmes. Pour nous réapproprier le genre il faut non seulement le dénéolibéraliser, ce que nous évoquons dans les points précédents, il faut aussi le décoloniser car *il n'y a pas à l'heure actuelle de concept qui ait mieux dévoilé la situation et la condition des femmes que celui de genre. Mais attention, pas l'équité de genre, uniquement la dénonciation du genre.*

Cela signifie reconnaître que les relations injustes entre hommes et femmes, ici dans notre pays, ont

existé aussi avant la colonisation et qu'elles ne sont pas uniquement un héritage colonial. Il existe aussi un patriarcat et un machisme bolivien, indien et populaire. Décoloniser le genre, en ce sens, veut dire récupérer la mémoire des luttes de nos arrière-grand-mères contre un patriarcat instauré avant l'invasion coloniale. Décoloniser le genre signifie dire que l'oppression du genre n'est pas arrivée avec les colonisateurs espagnols mais qu'il existait aussi une version propre de l'oppression de genre dans les cultures et les sociétés précoloniales et que, lorsque les Espagnols sont arrivés, les deux visions se sont agrégées pour le malheur des femmes qui vivent en Bolivie. C'est cela la convergence patriarcale dont nous parlons.

Décoloniser et dénéolibéraliser le genre, c'est aussi le réinscrire, sur le plan géographique et culturel, dans les relations de pouvoir internationales qui existent entre le Nord riche et le Sud appauvri et remettre profondément en question la position des femmes du Nord riche et leur complicité avec un patriarcat transnational.

Une fois le genre décolonisé et dénéolibéralisé, il nous paraît essentiel de se réapproprier la dénonciation féministe du genre pour déconstruire le patriarcat qui ne date ni de la colonisation ni du néolibéralisme. C'est une approche qui prétend en finir avec la socialisation des femmes dans le genre féminin et la socialisation des hommes dans le genre masculin. Nous ne voulons être ni féminines ni masculins, nous voulons d'abord être des femmes et des hommes avec une histoire et une culture propre, pour nous nommer avec nos voix à nous au sein de ces processus de changements que vit notre pays.

>> Les chapitres [2](#) et [3](#), ainsi que la conclusion, sont publiés dans les numéros de juin et de juillet.

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3413.

- Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.

- Source (espagnol) : Julieta Paredes, *Hilando fino : desde el feminismo comunitario*, La Paz, communauté Mujeres Creando Comunidad, avec le soutien de la Deutsche Entwicklungsdienst (DED) - Bolivie, 2010, chapitre 1 (p. 12-25).

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3186 - « [BOLIVIE - « Sans les femmes, ils n'auraient pas résisté trois jours » : entretien avec Julieta Paredes](#) » et DIAL 3259 - « [AMÉRIQUE LATINE - Féminisme communautaire : la nature n'est pas un sein intarissable](#) ».

[2] Voir [Histoire d'une sans-papiers : Traversée du désert de Sonora-Arizona](#).

[3] Esprit ou âme en aymara - NdT.

[4] En quechua et aymara : une communauté composée de plusieurs familles dont les membres considèrent qu'ils ont une origine commune et qui travaillent de façon collective sur un territoire de propriété commune - NdT.

[5] Métisse - NdT.

[6] En aymara, forme de crédit et de prêt coopératif informel entre une dizaine de personnes, pratiqué dans les communautés indiennes - NdT.

[7] la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes a eu lieu en 1995 à Pékin - note DIAL.